

PLAN GENERAL DE COORDINATION



Rénovation des façades et remplacement des menuiseries

Palais de justice de Montauban

MAITRE D'OUVRAGE



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MAITRE D'ŒUVRE



**THIBAUD GAUIN
ARCHITECTE**

Date	indice	Objet	csps
30 11 2024	01	PGCSPS – PHASE PRO	Jmp Coordination

1. PREAMBULE.....	3
OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION.....	3
LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.....	3
LISTE DES TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS.....	4
2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	5
PRESENTATION DU PROJET :.....	5
PRESENTATION DES INTERVENANTS :.....	6
SERVICES D'URGENCE :.....	7
ORGANISMES DE PREVENTION.....	7
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER PRISE PAR LE COORDONNATEUR EN CONCERTATION AVEC LA MAITRISE D'OEUVRE.....	8
PHASE PREPARATION DE CHANTIER.....	8
INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
NETTOYAGE DE CHANTIER.....	9
ETABLISSEMENT EN ACTIVITE : REGLES GENERALES DE SECURITE :.....	9
REPERAGE DES RESEAUX EXISTANTS ET MATERIAUX DANGEREUX :.....	9
DISPOSITIONS POUR L'ACCES AU CHANTIER.....	9
INTERVENTION A PROXIMITE DE RESEAUX ELECTRIQUES AIPIR :.....	9
INTERVENTION SUR MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :.....	10
INTERVENTION SUR MATERIAUX CONTENANT DES PEINTURES AU PLOMB :.....	12
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT.....	14
PHASE PREPARATION DE CHANTIER.....	14
PLAN INSTALLATION DE CHANTIER.....	14
SECURITE SUR LE CHANTIER.....	14
GARDIENNAGE DU CHANTIER.....	14
NUISANCES DE CHANTIER.....	14
SECURITE INCENDIE :.....	15
AFFICHAGE ET REGISTRES SUR LE CHANTIER.....	15
ACCUEIL SECURITE SUR LE CHANTIER ET PORT DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE OU EPI.....	15
IDENTIFICATION ET ACCES DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER.....	15
BRUIT DE CHANTIER :.....	16
POUSSIERES DE CHANTIER.....	16
RANGEMENT ET NETTOYAGE DES LOCAUX :.....	16
NETTOYAGE DE CHANTIER.....	16
NETTOYAGE DES CIRCULATIONS COMMUNES.....	16
MUTUALISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET D'ACCES EN HAUTEUR.....	16
SECURISATION DES CIRCULATIONS, DES ACCES ET DES LIVRAISONS A PIED D'OEUVRE :.....	17
VOIES OU ZONES DE CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES :.....	17
CHEMINEMENT PIETONS :.....	17
CIRCULATION VERTICALE SUR CHANTIER ET RISQUE CHUTE DE HAUTEUR :.....	17
REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES ET RISQUE CHUTE DE HAUTEUR :.....	17
CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, ET MANUTENTIONS MANUELLES :.....	18
LIVRAISONS SUR CHANTIER :.....	18
MANUTENTIONS MANUELLES :.....	18
LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX :.....	18
MATIERES ET PRODUITS DANGEREUX :.....	18
LES CONDITIONS D'EVACUATION DES DECHETS ET MATIERES DANGEREUSES :.....	18
DECHETS DE CHANTIER.....	18
L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE.....	19
LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE.....	20
LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	20
LES MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS :.....	21
PROTECTION CONTRE LE RISQUE INCENDIE :.....	21

1. PREAMBULE

OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le plan général de coordination est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plan Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur mentionné à l'article R.4216-1 à 33 doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en oeuvre les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.



Eviter les risques, c'est supprimer le danger ou l'exposition au danger.



Evaluer les risques, c'est apprécier l'exposition au danger et l'importance du risque afin de prioriser les actions de prévention à mener.



Combattre les risques à la source, c'est intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.



Tenir compte de l'évolution de la technique, c'est adapter la prévention aux évolutions techniques et organisationnelles.



Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou moins, c'est éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.



Planifier la prévention en intégrant technique, organisation et conditions de travail, relations sociales et environnement.



Donner la priorité aux mesures de protection collective et n'utiliser les équipements de protection individuelle qu'en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.



Donner les instructions appropriées aux salariés, c'est former et informer les salariés afin qu'ils connaissent les risques et les mesures de prévention.

LISTE DES TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- **à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres**, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- **à un risque d'enfouissement ou d'enlèvement** ;

2° **Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques** nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;

3° **Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable**, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

4° **Travaux exposant à des radiations ionisantes**, en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;

5° **Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension** supérieure à la très basse tension (TBT) et **travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées** ;

6° **Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade** ;

7° **Travaux de puits, de terrassements souterrains**, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;

8° **Travaux en plongée appareillée** ;

9° **Travaux en milieu hyperbare** ;

10° **Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation**, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11° **Travaux comportant l'usage d'explosifs** ;

12° **Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds** au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

13° **Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m**, tels que grues mobiles ou grues à tour.

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

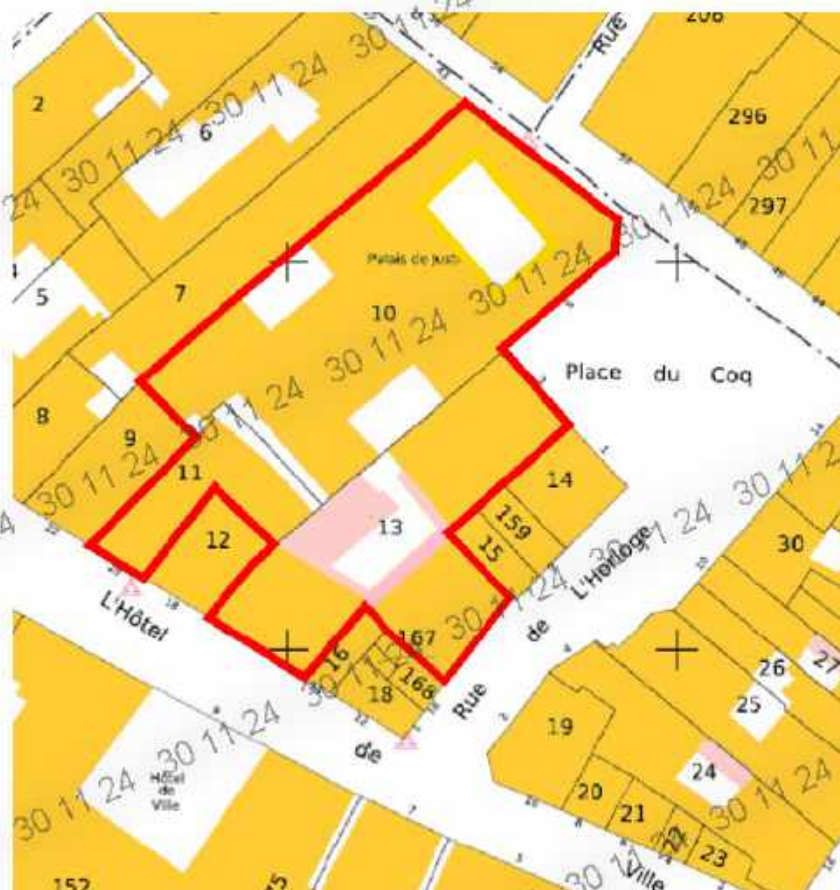
PRESENTATION DU PROJET :

Objet du projet : Le projet consiste en la restauration des façades et des menuiseries extérieures ainsi que quelques travaux annexes (notamment effacement des réseaux en façade et modification d'une issue de secours) du Palais de justice de Montauban situé 5 Place du Coq 82 000 Montauban

- Nota : Travaux réalisés en milieu occupé dans un ERP en exploitation avec contraintes de sûreté.
- Durée des travaux : Exécution des travaux en 3 phases sur 12 mois
- Opération classée en 2^{ème} catégorie avec PPSPS
- Travaux de désamiantage en sous-section 3 avec Plan de retrait

Ces travaux concernent les façades situées :

- Place du Coq
- Rue de la République
- Cour d'Honneur
- Cours Intérieures Est et Ouest
- Ancien palais sur venelle
- Cour intérieure nouvelle terrasse TI / EdF



PRESENTATION DES INTERVENANTS :

Désignation	Noms	Téléphone	Mail
Maître d'Ouvrage	Ministère de la Justice SG / DIRSG SUD Département Immobilier de Toulouse 2 Impasse Boudville 31100 Toulouse	05 67 76 00 29 06 01 26 97 91	celine.picaut@justice.gouv.fr
Maître d'Œuvre	Thibaud Gauin architecte – Agence des Remparts 2 Rue Jean Jacques Rousseau 47370 Prayssas	05 53 98 47 60 06 83 78 05 41	chantier@a.remparts.fr
Coordonnateur S.P.S.	Jmp Coordination 7 Rue Henri Lebreton 82000 Montauban	06 95 23 80 53	jmp@jmp-coordination.fr

Allotissement :

- Lot 1 : Gros œuvre
- Lot 2 : Charpente, couverture Zinguerie
- Lot 3 : Menuiseries bois
- Lot 04 : Murs rideaux
- Lot 05 : Peinture
- Lot 06 : Désamiantage
- Lot 07 : Electricité

SERVICES D'URGENCE :

15 SAMU	17 Police Gendarmerie	18 Pompiers	112 Toutes urgences
0 800 47 33 33 Accrochage GAZ		Autres réseaux (voir DICT)	
01 76 61 47 01 Accrochage ELEC		Après les secours, je préviens mon responsable Accident de Travail	

- Pour contacter Enedis Urgence,
Appeler le 09 72 67 50 82

ORGANISMES DE PREVENTION

Dreets :

16 Rue Louis Jouvét
82000 Montauban
☎ 05.63.91.87.00

Carsat

Service de la Prévention
2, rue Georges Vivent
31065 Toulouse
☎ 09 71 10 39 60

Oppbtp :

Comité Régional

3, chemin du Pigeonnier de la Cépière
31000 Toulouse
☎ 05.61.44.52.62

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER PRISE PAR LE COORDONNATEUR EN CONCERTATION AVEC LA MAITRISE D'OEUVRE

PHASE PREPARATION DE CHANTIER

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire et sous-traitant) procédera à une inspection commune avec le coordonnateur.

Les entreprises titulaires de lot, communiqueront au coordonnateur sécurité :

Les noms et adresses des entreprises sous-traitantes

- ✓ La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- ✓ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) avant de démarrer toute intervention sur le chantier Art. L 4532-9.

Chaque entreprise diffusera (par messagerie électronique) un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur de sécurité.

Elles devront garder un exemplaire sur le chantier à disposition des salariés et organismes de prévention.

Les entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail procéderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S aux organismes officiels administratifs de prévention.

Le lot 01 établira le plan d'installation de chantier en phase préparation suivant le plan de phasage proposé dans le DCE architecte. Le plan évoluera et sera mis à jour en fonction de chaque phase.

Horaires d'ouverture du palais de justice : 8h30

Livraisons de chantier possibles entre 07h00 et 09h00 maxi

Accès des ouvriers par l'entrée principales sur présentation carte d'identité.

Cartes Pro BTP obligatoires pour tous les ouvriers.

INSTALLATION DE CHANTIER

1 – Installation de chantier à charge du lot 1 comprenant :

2 – la base de vie (vestiaire, réfectoire, bloc sanitaire) pour l'ensemble des entreprises – Branchements, compteur divisionnaire pour les consommations d'eau et sous-compteur pour l'électricité. Il sera possible d'utiliser ponctuellement les sanitaires existants sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage et Architecte.

3 – Le nettoyage hebdomadaire des cantonnements et bloc sanitaire durant toute la durée du chantier,

4 – Panneau de chantier et clôture de chantier suivant plan de phasage du Maître d'œuvre,

5 – Panneaux, fléchage temporaire des circulations de chantier, isolation de zones en travaux vis-à-vis de l'exploitant pour chaque phase,

6 – Clôtures des zones de stockage,

7 - Alimentation électrique de l'outillage portatif : raccordement sur réseau existant après sous-compteur, avec protection différentielle 30 MA en tête ou équivalent.

8 - Déchets de chantier Tri et évacuation des déchets à charge de chaque entreprise. Installation et remplacement des bennes à charge du lot 01 GO.

9 – salle de réunion.

Nota : chaque entreprise communiquera au lot 1, en phase préparation, les effectifs prévisionnels engagés pour le dimensionnement des cantonnements de la base de vie commune.

Les installations de chantier seront déplacées en 2 ou 3 fois en fonction du phasage de chantier.

NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera quotidiennement nettoyé par les entreprises travaillant sur le chantier ainsi que ses abords.

Si ces règles n'étaient pas respectées, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de faire intervenir une entreprise de nettoyage au frais du ou des contrevenants.

Chaque entreprise est responsable du tri et de l'évacuation de ses gravats et déchets divers.

Les bennes seront installées et remplacées par le Lot 01 Gros-œuvre.

ETABLISSEMENT EN ACTIVITE : REGLES GENERALES DE SECURITE :

Les entreprises intervenantes devront se conformer aux règles suivantes, afin de ne pas générer de risques pour les utilisateurs de l'établissement :

- Les accès aux zones de travaux devront être signalisées, balisées et isolées des zones accessibles par le personnel de l'établissement.
- Les zones de travaux extérieurs devront être signalisées et clôturées,
- Les zones de travaux devront être isolées des zones d'activité de l'établissement,
- Les stockages provisoires seront réalisés sur des zones repérées, identifiées et autorisées.
- Les circulations devront être libérées de tout obstacle,
- Les issues de secours seront maintenues dégagées et libres de tous obstacles.
- Les approvisionnements, les opérations de manutention et de levage devront être réalisés en dehors des zones accessibles par le personnel de l'établissement.

REPERAGE DES RESEAUX EXISTANTS ET MATERIAUX DANGEREUX :

- Repérage des réseaux existants : A charge des entreprises
- Repérage amiante avant travaux : **Amiante repérée sur les zones en travaux** suivant diagnostic réalisé par Agenda diagnostic.
- Repérage plomb avant travaux : **Plomb repéré sur les zones en travaux** suivant diagnostic réalisé par Agenda diagnostic.

DISPOSITIONS POUR L'ACCES AU CHANTIER

Transmission des CNI des personnes devant accéder au chantier 1 semaine avant.

Transmission des CNI des deux parents pour le personnel de nationalité étrangère.

Casier vierge obligatoire.

Cartes Pro BTP obligatoires pour tous les ouvriers sur site.

Toutes les livraisons terminées avant 09h00.

INTERVENTION A PROXIMITE DE RESEAUX ELECTRIQUES AIPR:

Le personnel et conducteur d'engin susceptible d'intervenir à proximité de réseaux sous-tension devra posséder l'AIPR délivrée par son employeur. 2 catégories de personnel sont concernées :

- profil "**encadrant**" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR « encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée.

- profil "**opérateur**" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin, soit dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des conducteurs d'engin doivent être titulaires d'une AIPR. Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent être titulaires de l'AIPR.

INTERVENTION SUR MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :

L'entreprise devra obligatoirement justifier d'une qualification 1552 valide pour traitement de l'amiante.

Le personnel sera qualifié et habilité en sous-section 3 pour des travaux de désamiantage.

Etablissement du plan de retrait

Le titulaire devra transmettre un plan de retrait 30 jours avant le début des travaux à l'inspection du travail et aux interlocuteurs suivants : médecin du travail, CSE ou délégués du personnel de l'entreprise, services de prévention de la sécurité sociale, OPPBTP, SPS, Maître d'Ouvrage.

Ce document comprendra à minima les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- Renseignement administratifs (coordonnées des différents interlocuteurs, liste des organismes officiels et des médecins du travail, qualification de l'entreprise, etc ...)
- Renseignements généraux concernant le chantier
- Analyse des risques (procédés et méthodes liées à l'activité sur site, la nature des travaux, l'utilisation des produits, etc.),
- Installation de l'entreprise sur le chantier (plan d'installation de chantier),
- Travaux préalables en début de chantier (travaux de déménagement, de dépose, de neutralisation, etc.),
- Travaux de préparation en chantier (confinement des zones, tests de fumées, etc.),
- Travaux de retrait (Modes opératoires spécifiques aux matériaux à traiter),
- Programme de contrôle pendant les travaux (contrôles d'empoussièrement avec localisation des points de mesure),
- Evacuation des déchets (conditionnement des déchets, étiquetage, évacuation, bordereau de suivi, etc.),
- Nettoyage des zones de travaux (nettoyage des zones et du matériel employé, retrait des films, etc.),
- Restitution des locaux après travaux (mesure d'empoussièrement terminale),
- Matériels employés (caractéristiques des équipements : base vie, matériels et matériaux employés, EPI, etc.).

Base vie spécifique aux travaux de désamiantage

Installation d'une Base Vie spécifique aux travaux de désamiantage, comprenant notamment la mise en place de douches avec eau chaude, d'un sas avec zone de déshabillage pour décontamination, etc. Le raccordement sur l'installation électrique de chantier ou bien un groupe électrogène. Cette installation fera l'objet d'un contrôle par un organisme certifié.

Le raccordement sur le réseau de distribution d'eau potable ou bien il sera prévu une cuve à eau. Les eaux de lavage seront récupérées.

Installation désamiantage et équipements de protection

L'installation et les EPI spécifiques comprennent (liste non exhaustive) :

- installations de chantier spécifique

• Équipements individuels conformes aux normes et textes en vigueur :

- matériel respiratoire isolant à induction d'air comprimé avec masque complet, cagoule ou scaphandre et filtre P3
- vêtements de protection avec résistance à la pénétration des poussières, facile à décontaminer et adapté à la morphologie de chacun et à l'effort physique produit
- Les combinaisons jetables sont sorties de zone dans des sacs étanches, évacués en décharge au même titre que les déchets.
- Des vêtements neufs ou propres seront fournis chaque fois qu'un salarié pénétrera dans la zone contaminée.
- Les vêtements comprendront : la combinaison, avec cagoule, les gants, les protège-chaussures, les chaussettes.

Pour compléter l'habillage, des rubans adhésifs seront fournis pour assurer l'étanchéité aux différentes jonctions.

A chaque sortie de la zone de travail, chaque opérateur veillera dans les compartiments appropriés à :

- Aspirer ses équipements soigneusement,
- Se doucher avec ses équipements,
- Se déshabiller et jeter sa combinaison sans enlever le masque,
- Se doucher avec le masque et n'enlever celui-ci qu'après plusieurs rinçages,
- Se sécher et s'habiller pour sortir.

Les étapes à respecter par le titulaire

- Mesure points zéro :

- La mise en place des mesures avant intervention.
- Rendu de rapports de mesures.
- Travaux de confinement des zones de travail pour le désamiantage, confinement intérieur et extérieur :
- Confinement des zones de travaux et annexe à l'opération de désamiantage.
- Sas d'accès
- Travaux d'échafaudages.
- Toutes sujétions.
- Sas de décontamination à compartiments pour accès aux zones de désamiantage :
- La mise en place de sas à compartiments selon procédure de retrait d'amiante afin que les salariés respectent les procédures d'équipement et de décontaminations lors des entrées et des sorties effectuées pendant les travaux préparatoires ; y compris eau et évacuation des eaux rejetées.
- Mise en place d'extracteurs d'air munis de filtre à haute efficacité.

- Analyse de restitution :

- La réalisation des mesures après intervention.
- La remise de rapports de mesures.

- Restitution / Repli :

- repliement de tout le matériel
- nettoyage de la zone et des alentours.
- fourniture le bordereau de suivi de déchets amiantés ainsi qu'une attestation du centre de stockage ayant pris en charge les déchets.
- Examen visuel après nettoyage de la zone approfondi.

Organisation : L'entreprise désignera un responsable du chantier qui devra avoir délégation pour prendre immédiatement toutes les mesures qui s'imposeraient pour assurer la sécurité sur le chantier. Elle communiquera préalablement à la réalisation du chantier une liste nominative du personnel employé sur le chantier, avec copie des fiches d'aptitude médicale à jour pour chaque salarié effectuant les travaux (travailleurs pouvant être exposés aux poussières d'amiante).

L'entreprise ne devra pas, pour la réalisation de ce chantier, employer de personnel intérimaire ou des salariés à contrat à durée déterminée dans les travaux pouvant les exposer aux poussières d'amiante.

Déchets

Evacuation des déchets : Les matériaux devront être dépoussiérées et emballées de façon étanche (polyane) avant d'être extraits de la zone de travail. Les disques ayant servi à poncer les surfaces ainsi libérées devront être évacués dans les mêmes conditions. Le matériel fera l'objet d'un dépoussiérage soigné avant sa sortie de la zone de travail.

Stockage des déchets : L'entreprise aura à sa disposition une zone de stockage transitoire des déchets avant évacuation en décharge. Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs de l'occupant ou du chantier. Elle contiendra en particulier des containers cadencassables stockés dans une zone de stockage transitoire, isolés et fermés sous l'unique responsabilité du présent lot.

Gestion des déchets : L'entrepreneur devra assurer le transport jusqu'à la décharge classe 1, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les bennes.

Le transport devra être effectué dans des bennes bâchées et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur. L'entrepreneur devra le transport jusqu'au lieu de traitement ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander un changement de l'entreprise effectuant les transports, notamment si celle-ci ne respecte pas la réglementation relative au transport, ou si son activité provoque une gêne indue.

Les taxes de remisage seront à la charge de l'entrepreneur du présent lot, qui tiendra à jour des bordereaux de suivi de déchets, qui seront visés à la dépose par le responsable de la décharge. Celui-ci devra intégrer dans son prix les augmentations prévisibles des taxes de mise au centre d'enfouissement, et ne pourra donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste.

L'entreprise émettra un bordereau de suivi des déchets à chaque envoi. Elle devra également assurer l'envoi de tous les documents demandés par la DRIRE relatifs à ce transport de déchets.

L'ensemble de ces bordereaux sera restitué au Maître d'Ouvrage par courrier recommandé A.R. au fur et à mesure des mises en décharge de classe 1. Cette obligation sera une des conditions de réception de l'opération.

Les déchets provenant des déposes seront mis sur palettes sous double film plastique ou dans des « bigs bags » prévus à cet effet ; ils comporteront un étiquetage spécifique « AMIANTE » selon la réglementation en vigueur.

Dans le cas où un stockage provisoire du site, dans l'attente d'une évacuation « commune » est nécessaire, cette zone sera définie en plein accord avec le Maître d'Ouvrage, l'exploitation, le Maître d'OEuvre ainsi que le préventeur SPS, le cas échéant.

L'implantation de la zone devra obligatoirement être mentionnée dans le plan de retrait. Elle sera aménagée avec des clôtures de chantier en périphérie, à l'intérieur du chantier, et fermée par cadenas. L'entrepreneur aménageant cette zone se devra de contrôler le respect de celle-ci. En particulier, la décharge sauvage de gravats de quelques natures qu'ils soient, à l'intérieur de cette zone, vaudra que ces déchets soient considérés comme contenant de l'amiante et qu'ils soient traités en tant que tel.

Les bordereaux de suivi des déchets devront être transmis au Maître d'Ouvrage en temps utile.

Les frais liés à la manutention, au transport et à la décharge sont supportés par l'entrepreneur.

Avant le début des travaux, une autorisation préalable du gestionnaire de l'usine de traitement devra être obtenue. Après les travaux, le titulaire du présent lot devra impérativement fournir le bordereau de suivi des déchets amiantés ainsi qu'une attestation du centre de stockage, ayant pris en charge les déchets amiante.

Analyse libératoire en fin de traitement

Le Maître d'Ouvrage se chargera de faire les contrôles et mesures réglementaires. Ces mesures seront consignées dans un registre pendant toute l'opération.

Le registre comportera au minimum :

- Les dates et les résultats des mesurages d'empoussièrément,
- Les résultats du contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP),
- Les justificatifs du maintien en état et du renouvellement des moyens de protection dont, le cas échéant, les dates de changements des filtres et préfiltres des équipements de protection collective et des installations de filtration de l'eau.

INTERVENTION SUR MATERIAUX CONTENANT DES PEINTURES AU PLOMB :

Règle de base pour le décapage sur site :

Le décapage sera réalisé par procédé ne créant **aucune poussière (gel ...)**. Les tests à la lingette seront réalisés avant chaque restitution de locaux. Les résultats des analyses seront transmis au Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage.

Classification et type de traitement des déchets

Pour un chantier intervenant sur des supports plombés, les déchets produits sont à classer dans la catégorie « Déchets industriels spéciaux » (DIS). Ils doivent être triés et emmenés vers les sites de traitement appropriés, dans les conditions suivantes.

Déchets secs

Ce sont les déchets résultant de la préparation des fonds et ne contenant pas de plâtre. Ce sont principalement les écailles de peinture contenant du plomb. Ils doivent être stockés en sacs étanches ou « Big Bag », étanches, puis évacués vers un centre de traitement.

Les déchets contaminés :

Ils comprennent : les chiffons de nettoyage, les polyanes, les EPI (masques, gants, surbottes, vêtements jetables, etc.) ; Ces déchets doivent être stockés en sacs ou conteneurs étanches. Ils doivent être envoyés en CET de classe 1 ou tout autre centre apte à assurer leur incinération

- **Les déchets plombifères bois :**

- Il s'agit principalement d'éléments de menuiseries (plinthes, fenêtres, portes...) recouverts de peinture au plomb. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié

- **Les déchets de métal :**

- Ces déchets doivent être envoyés en CET de classe 2. Ils seront stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb

- **Bordereau de suivi des déchets :**

Pour assurer le suivi des déchets, il existe les bordereaux dits « BSD ». Ils sont non obligatoires pour les déchets inertes ou non dangereux mais obligatoires pour les autres.

- Le document CERFA - 12571*01 est nécessaire, il faut le conserver pendant **5 ans**.
- Le registre des déchets concerne tous les déchets : date, nature, quantité, adresse d'expédition, récépissé du transporteur, bordereaux... tout y sera consigné pendant **trois ans**

Pour tous les déchets, l'entreprise établira ou fera établir un bordereau de suivi des déchets industriels permettant notamment d'identifier :

- le producteur de ces déchets, le maître d'ouvrage ;
- le collecteur ;
- le transporteur ;
- le destinataire.

- **Transport des déchets plomb :**

- Mettre les déchets dans des sacs étanches en veillant à refermer les sacs avec un col de cygne et du ruban adhésif afin de garantir l'étanchéité ;
- Mettre une bâche en polyéthylène dans le véhicule de transport pour éviter de le contaminer ou de le polluer ;
- Réaliser un BSDD (Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux) – Voir ci-dessus ;
- Prévoir un nettoyage du véhicule avec un aspirateur à filtre absolu de classe C
- L'utilisation de balais ou de brosses est à proscrire
- Découpe tuyauterie par scie sabre
- Décapage chimique avant découpe
- Test lingettes début et fin de travaux
- Faire une mesure de restitution à charge du MOA pour les ERP.
- Si Pb pour définir le type de masque / EPI faire une mesure sur Opérateur VLEP

Où déposer le plomb ? :

- Les installations de stockage de déchets inertes (classe 3) pour les matériaux inertes ;
- Les installations de stockage de déchets non dangereux (classe 2) ;
- Les installations de stockage de déchets dangereux (classe 1).

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

PHASE PREPARATION DE CHANTIER

Nota : chaque entreprise communiquera au lot 1, en phase préparation, les effectifs prévisionnels engagés pour le dimensionnement des cantonnements de la base de vie commune.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprises titulaires et sous-traitants) procédera à une inspection commune avec le coordonnateur.

Les entreprises titulaires de lot, communiqueront au coordonnateur sécurité :

- ✓ Les noms et adresses des entreprises sous-traitantes
- ✓ La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- ✓ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) avant de démarrer toute intervention sur le chantier Art. L 4532-9.

Chaque entreprise diffusera (par messagerie électronique) un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur de sécurité.

Elles devront garder un exemplaire sur le chantier à disposition des salariés et organismes de prévention.

Les entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail procéderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S aux organismes officiels administratifs de prévention.

PLAN INSTALLATION DE CHANTIER

A transmettre au cps et maître d'oeuvre par le lot 01 pendant la phase préparation.

SECURITE SUR LE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. La zone de travaux devra être balisée vis-à-vis des occupants, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles.

GARDIENNAGE DU CHANTIER

Non prévu.

NUISANCES DE CHANTIER

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur. Ils devront prendre toute disposition nécessaire concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

SECURITE INCENDIE :

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance renforcée de leur poste de travail et mettre en place les extincteurs adaptés, vérifiés à proximité des postes de travail concernés.

Travaux par points chauds : Au moins un ouvrier présent sur le poste de travail sera formé au maniement des extincteurs. Les travaux par points chauds seront stoppés 2 heures avant la fin du poste pour assurer une surveillance.

AFFICHAGE ET REGISTRES SUR LE CHANTIER

Il sera affiché sur le chantier les coordonnées :

- Des services de secours d'urgence,
- Des organismes de prévention (Direccte, médecine du travail, Carsat, Oppbtp)

Les entreprises devront pouvoir présenter les PPSPS sur chantier et registres de sécurité.

ACCUEIL SECURITE SUR LE CHANTIER ET PORT DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE OU EPI

Chaque entreprise et sous-traitants assurera l'accueil sécurité sur le chantier et la formation sécurité du personnel. Le personnel intérimaire devra bénéficier d'une formation sécurité renforcée à l'arrivée sur le chantier. Le port des EPI adaptés aux tâches réalisées sera obligatoire sur le chantier.



IDENTIFICATION ET ACCES DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER

Seul le personnel des entreprises titulaires et sous-traitants est autorisé à rentrer sur le chantier.

Le personnel sera porteur de la carte d'identification professionnelle du BTP.

Transmission des CNI des personnes devant accéder au chantier 1 semaine avant.

Transmission des CNI des deux parents pour le personnel de nationalité étrangère.

Casier vierge obligatoire.

Cartes Pro BTP obligatoires pour tous les ouvriers sur site.

Toutes les livraisons terminées avant 09h00.

BRUIT DE CHANTIER :

Les entreprises veilleront à limiter au maximum les bruits de chantier par :

- L'utilisation de matériels récent, conforme et en bon état.
- l'utilisation de matériel insonorisé.

Les employeurs mettront à disposition de leurs personnels exposés à un niveau de bruit supérieur à 85 dB (A) des protections individuelles auditives adaptées.

POUSSIÈRES DE CHANTIER :

Les entreprises veilleront à limiter au maximum l'émission de poussières par :

- l'utilisation d'équipements de travail avec aspiration à la source.

Le personnel devra disposer de masque anti-poussière et lunettes de protection si besoin.

En cas de coactivité exceptionnelle entre une zone de travaux chantier et le Tribunal, le lot 01 installera des moyens de protections type polyane, panneau OSB pour protéger les zones en activité.

RANGEMENT ET NETTOYAGE DES LOCAUX :

Les entreprises veilleront à :

- Maintenir les zones de travaux dans un état de propreté satisfaisante
- Ranger le matériel en fin de journée et assurer des zones de stockages ordonnées
- Le nettoyage sera effectué :
- Tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.
- Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.
- L'entrepreneur prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances.
- Les gravois, déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment. Ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs.

NETTOYAGE DE CHANTIER

Il sera formellement interdit de jeter les gravois directement des ouvertures en façades, mais ils devront toujours être évacués par gouloites, sacs type big bag ou équivalent.

Les postes de travail seront nettoyés régulièrement.

Aucun stockage de déchets dans les circulations communes et devant les issues de secours.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Chaque entreprise fera le tri de ses déchets et sera responsable de l'évacuation de ses propres déchets.

Les bennes sont à la charge du Lot 01 gros œuvre.

NETTOYAGE DES CIRCULATIONS COMMUNES

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des circulations communes sera à la charge de chaque entreprise intervenant sur site et sera quotidien.

MUTUALISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET D'ACCES EN HAUTEUR

Installation de tour escalier ou sapine et échafaudages sécurisés pour les accès aux étages.

Contrôle des installations d'accès à charge du lot 01.

Tous les équipements seront équipés de filets de protection contre la chute de gravois.

SECURISATION DES CIRCULATIONS, DES ACCES ET DES LIVRAISONS A PIED D'ŒUVRE :

Les chemins de circulations sont stabilisés de manière à faciliter les déplacements et approvisionnements sur le chantier.

Les ascenseurs existants ne pourront pas être utilisés comme monte matériaux.

VOIES OU ZONES DE CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES :

CHEMINEMENT PIETONS :

Les cheminements piétons devront être libres et dégagés de manière à éviter les chutes de plain-pied

CIRCULATION VERTICALE SUR CHANTIER ET RISQUE CHUTE DE HAUTEUR :

Les échelles seront en bon état et attachées, elles dépasseront d'un mètre.

Tous les accès en hauteur seront protégés et sécurisés. Ils ne devront pas présenter de risques pour les intervenants.

Installation de tour escalier, sapine, échafaudage pour les accès aux étages. Equipement conforme, vérifié et en bon état. Affichage du PV de fin de montage.

La protection collective sera privilégiée pour tous les travaux en hauteur. En cas d'impossibilité technique de mise en place de protection collective, le personnel devra être équipé des EPI contre les chutes de hauteur.

Le personnel devra être formé au port des EPI contre le risque de chute de hauteur.

REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES ET RISQUE CHUTE DE HAUTEUR :

La protection collective sera privilégiée pour tous les travaux en hauteur. En cas d'impossibilité technique de mise en place de protection collective, le personnel devra être équipé des EPI contre les chutes de hauteur de type SYAM (système d'ancrage mobile) ou équivalent



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, ET MANUTENTIONS MANUELLES :

LIVRAISONS SUR CHANTIER :

Il sera intégré dans chaque ppsps le mode opératoire concernant les opérations de chargement et déchargement.

Il sera interdit de décharger des matériaux sur des zones où le personnel est exposé au risque de chute de hauteur.

MANUTENTIONS MANUELLES :

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées et utiliser des moyens mécanisés afin d'éviter le recours à la manutention manuelle des charges lourdes supérieures à 20 Kg.

Manutentions des menuiseries de grande-hauteur : Prévoir d'utiliser des moyens mécanisés adaptés pour éviter le port de charge lourde par le personnel.

Les manutentions manuelles répétitives ou de charges lourdes seront évitées afin de limiter les risques de lumbagos ou TMS.

LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX :

Les zones de stockage seront réalisées sur plate-forme stabilisée, identifiées et matérialisées. Les entreprises devront éviter de stocker du matériel sur les passages et circulations communes. Le stockage sera réalisé sur une zone identifiée et matérialisée sur le plan d'installation de chantier pour chaque phase.

Les stockages de matériaux ne devront pas entraver les circulations communes.

Les stockages de matériaux dans l'ouvrage ne devront pas dépasser les charges admissibles des structures porteuses.

MATIERES ET PRODUITS DANGEREUX :

Les entreprises devront intégrer dans les PPSPS les fiches de données sécurité FDS des matières ou substances dangereuses.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant. L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

Le stockage et l'utilisation de matières explosives sur le chantier sont interdits.

LES CONDITIONS D'EVACUATION DES DECHETS ET MATIERES DANGEREUSES :

DECHETS DE CHANTIER

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par chaque entrepreneur.

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses propres déchets et des coûts induits. Chaque entreprise évacuera quotidiennement ses déchets.

L'entreprise utilisant des produits dangereux, polluants ou toxiques évacuera ses propres déchets vers une décharge agréée.

Chaque entreprise remettra au Maître d'Ouvrage le bordereau de dépôt de ses déchets.

Classification des décharges ou centres d'enfouissement :

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en trois classes, à savoir :

- classe 1 : pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable ;
- classe 2 : pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux ;
- classe 3 : pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Valorisation des déchets de chantier :

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés.

Classification des déchets de chantier :

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

- Les déchets inertes : matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage.
- Les déchets d'emballage : Sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus.
- Les déchets ménagers et assimilés.
- Les déchets dangereux.

Tri des déchets sur chantier :

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- les déchets dangereux ;
- les déchets inertes ;
- les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Élimination des déchets de chantier après tri :

- Déchets dangereux

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

- Déchets inertes

Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.

- Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

- Emballages ayant contenu des produits dangereux

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

- Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

Protection collective : Principe de base pour tous les intervenants : La protection collective sera toujours privilégiée à la protection individuelle.

Chaque entreprise devra installer et aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives sur ses ouvrages pendant toute la durée de son intervention.

Elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement provisoire d'une protection collective pour l'exécution de ses travaux, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant un niveau de protection équivalent. Dans ce cas, il lui appartient d'en assurer la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux.

L'objectif étant d'assurer la continuité de la protection collective jusqu'à disparition du risque de chute.

Chaque entreprise installera des protections collectives normalisées, conformes et en bon état. Les protections individuelles type harnais, ne seront utilisées que lorsque les protections collectives ne peuvent être mises en place. Le personnel sera formé et habilité au port des EPI contre les chutes.

Il sera toujours privilégié des accès provisoires normalisés, conformes et en bon état. Les accès par échelle seront sécurisés (échelle attachée, calée, dépassant de 1 mètre).

L'installation électrique de chantier et sa mise en service fera l'objet d'une vérification réglementaire et son état sera contrôlé périodiquement par une personne compétente et habilitée de l'entreprise du Lot 04 Electricité.

Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être normalisés (type HO7 RNF ou HO5 RNF). Les multiprises seront conformes, étanches et en bon état.

LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

L'enchaînement des tâches indiqués dans le planning entraînent des phases normales de coactivité entre les entreprises. Toutefois le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et tâches simultanées dangereuses pour la santé et sécurité.

Les entreprises seront tenues de décaler leur intervention en cas de coactivité ou tâches superposées dangereuses.

LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Les entreprises intervenantes devront se conformer aux règles suivantes, afin de ne pas générer de risques :

- Les accès aux zones de travaux devront être signalisées, balisées et isolées.
- Les zones de stockage extérieures devront être signalisées et clôturées,
- Les stockages provisoires seront réalisés sur des zones repérées, identifiées et autorisées.
- Les circulations communes devront être libérées de tout obstacle,
- Les approvisionnements, les opérations de manutention et de levage devront être réalisés en dehors des zones de passage ou de circulation.

Travaux réalisés en milieu occupé :

- Chaque entreprise devra respecter les consignes de sécurité de l'établissement
 - rappel en vigueur : interdiction de fumer dans les locaux
 - interdiction d'utiliser les sanitaires du lycée par le personnel de chantier
 - Les livraisons et évacuations de matériaux seront organisées, planifiées et réalisées de manière à ne pas être en coactivité directe avec les étudiants.
- Travaux lourds de démolitions : réalisés pendant les vacances scolaires pour éviter toutes nuisances pendant les cours.

LES MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS :

Chaque chef de chantier ou d'équipe sera équipé d'un téléphone GSM pour avertir les secours.
La fiche d'appel des secours sera affichée sur le chantier et facilement accessible.
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premiers secours sur le chantier.
Chaque entreprise disposera d'un secouriste du travail sur le chantier. A défaut, il faudra respecter le ratio 1 secouriste minimum pour 20 travailleurs.



PROTECTION CONTRE LE RISQUE INCENDIE :



Chaque entreprise est responsable de ses postes de travail par points chauds.
Les extincteurs portatifs seront situés à proximité immédiate des travaux par points chauds.
Les extincteurs seront vérifiés et en bon état de fonctionnement.
Un membre du personnel au moins aura suivi une initiation à l'utilisation des extincteurs.
Les feux de toute nature sont interdits dans l'enceinte de l'établissement.

LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS :

En cas d'accident ou d'incident sur le chantier, les entreprises seront tenues d'informer le Coordonnateur SPS sous 24h00 maximum.

Les entreprises intervenantes doivent informer le Coordonnateur SPS des visites ou des courriers qu'ils pourraient recevoir des Organismes de Prévention, concernant des recommandations, des injonctions ou des mises en demeure.

Dans le cas où un entrepreneur sous traite tout ou partie de l'exécution de son contrat, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du Plan Général de Coordination, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs. Il doit, de même, assurer à ses frais et de sa propre initiative la diffusion des mises à jour du Plan général de Coordination à l'ensemble de ses sous-traitants.

Dans le cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la signature du contrat, les noms, adresses et fonctions des autres sous-traitants, et de

transmettre avant le démarrage de leurs interventions, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Tout titulaire de lot doit déclarer par écrit l'ensemble de ses sous-traitants à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur, avant toute intervention, en indiquant l'effectif prévisionnel et les dates approximatives d'intervention.

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires et sous-traitants) doit rédiger un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) avant toute intervention sur le chantier. Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son PPSPS au Coordonnateur SPS.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprises titulaires et sous-traitants) procédera à une inspection Commune préalable avec le Coordonnateur SPS.

Pendant toute la durée du chantier, le Coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation du travail, ainsi que dans le choix des modes opératoires, les consignes de sécurité transmises par le Coordonnateur S.P.S.

Conformément aux dispositions de l'article L 4532-6 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

ANNEXES :

Fiches exemple EPI
Fiches d'appel des secours
Trame de PPSPS

PROTECTION DES YEUX
Protège contre les projections, éclats, poussières
 Lunettes ou sur-lunettes avec protection latérale
 NF EN 16321



PROTECTION DE LA TÊTE
Protège des chutes d'objets et des chocs
 Norme : NF EN 397/A1
 Chaque casque a une date limite d'utilisation (de 3 à 5 ans), voir notice.



PROTECTION RESPIRATOIRE
Protège contre les poussières (amiante, silice, ciment...)
 Demi-masque P3
 Jetables EN 149 :2001+A1: 2009
 Réutilisables (avec cartouches adaptées)
 EN 405 + A1 ou 140



PROTECTION AUDITIVE
Protège du bruit lors des travaux et lors du travail dans un environnement bruyant.
 Bouchons d'oreille réutilisables ou jetables NF EN 352-2
 Casque antibruit ou serre-tête : NF EN 352-1
 Casque antibruit avec atténuation active ou semi-active NF EN352-4 et EN352-5



PROTECTION DES MAINS
Protège contre les coupures et le contact avec des produits dangereux
 Contre le risque mécanique NF EN 388 + A1
 Contre le risque chimique (étanche) NF EN 374-1
 Important : prendre la taille adaptée à chaque personne



CHAUSSURES DE SECURITE
Protège contre les chutes d'objets
 EN ISO 20345
 + spécification S (embout de protection)
 + spécification P (anti perforation)
 Trouver un modèle à semelle souple et avec une coquille avant qui ne comprime pas les orteils (lors de la position à genou ou accroupi)



VETEMENTS DE TRAVAIL

Protège le corps et la peau
 A adapter aux conditions environnementales.
 Préférer les vêtements les plus couvrants possibles mais respirants ISO13688
 Préférer des pantalons à genouillères intégrées (systèmes de plaques amovibles)
 Contre les intempéries NF EN 343
 Contre le froid NF EN 342



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone ☐☐ ☐☐ ☐☐ ☐☐

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés, dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

P.P.S.P.S.

Nom de l'entreprise :	Tél :	Cachet de l'entreprise
Adresse :		
E-mail :	Fax :	
Nom du Chef d'entreprise :		

1. INFORMATIONS GENERALES

CHANTIER	
Adresse du chantier	
Téléphone du chantier	
Fax du chantier	
Référence de l'affaire	
Responsable travaux	
E-mail	
Maitre d'ouvrage	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
Fax	
E-mail	
Maitre d'œuvre	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
Fax	
E-mail	
Coordonnateur SPS	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
Fax	
E-mail	

SOUS-TRAITANTS	
Existe-t-il des sous-traitants ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sous-traitant 1	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	
Nom du responsable	
Travaux sous-traités	
Sous-traitant 2	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	
Nom du responsable	
Travaux sous-traités	
Sous-traitant 3	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	
Nom du responsable	
Travaux sous-traités	

2. TRAVAUX

Description de l'opération	Lot :	
Travaux confiés à l'entreprise		
Planning	Date de début :	Date de fin :
Effectifs	Effectif moyen :	Effectif de pointe :

3. ORGANISMES DE PREVENTION

DIRECCTE - Inspection du travail

Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	
CARSAT / CRAMIF / CGSS	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	

Médecin du travail

Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	
OPPBTP	
Nom	
Adresse	
Téléphone	
E-mail	

4. MESURES D'HYGIENE

Vestiaires

Description	
Emplacement	
Date de mise en service	

Sanitaires

Description	
Emplacement	
Date de mise en service	

RESTAURATION

Description	
Emplacement	
Date de mise en service	

5. SECOURS ET EVACUATION

Sauveteurs secouristes du travail de l'entreprise

Noms	
------	--

Matériel médical de l'entreprise - Trousse de secours

Description	
Localisation	

Accès chantier en cas d'urgence

Description	
-------------	--

EN CAS D'URGENCE

1. Téléphonnez aux secours



2. Donnez l'adresse précise du chantier
3. Décrivez la nature de l'accident et l'emplacement du (des) blessé (s)
4. Donnez le nombre de blessés et leur état
5. Décrivez l'intervention du secouriste
6. Fixez un point de rdv et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours
7. Ne jamais raccrocher en premier

6. ANALYSE DES RISQUES LIES AUX TRAVAUX DE L'ENTREPRISE ET PREVENTION

Phases de travail*	Moyens mis en oeuvre (matériels et substances dangereuses, équipement(s)...	RISQUES		MOYENS DE PREVENTION
		Pour les salariés de l'entreprise	Pour les autres intervenants	

* Seules sont à mentionner les tâches ayant une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs. Pour une tâche déterminée, en absence de certains risques, il suffit de mettre le mot « non » dans la ou les cases correspondantes.

7. ANALYSE DES RISQUES LIES AUX AUTRES RISQUES ET PREVENTION

	RISQUES prévisibles pour les salariés de l'entreprise		Moyens de prévention (équipements de protection collective, individuelle...)	Observations
	Contraintes de l'environnement	Risques qui font courir les autres intervenants		
Déplacement du personnel sur le chantier				
Organisation du chantier				
Autres				

En l'absence de certains risques, mettre la mention "N.A." dans la case correspondante

ANNEXES